

L'État et le territoire : bilan de trois sexennats de politiques urbaines et régionales au Mexique (1970-1985)
The State and its Regions: An Assessment of Urban and Regional Policy in Mexico Under Three Six-Year Governments (1970-1985)
El Estado y el territorio: balance de tres sexenios de políticas urbanas y regionales en México

Daniel Hiernaux Nicolas

Number 17 (57), Spring 1987

Survivances et modèles de développement

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1034372ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1034372ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (print)

2369-6400 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Hiernaux Nicolas, D. (1987). L'État et le territoire : bilan de trois sexennats de politiques urbaines et régionales au Mexique (1970-1985). *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (17), 103–113. <https://doi.org/10.7202/1034372ar>

Article abstract

Mexico's economic crisis is particularly severe today. There are very definite reasons for this fact. It is due, no doubt, to the international circumstances surrounding the fall in oil prices, but internal development policies of past decades, the "stabilized development" model in particular, must share the responsibility for this crisis. The article analyzes in some detail the evolution of Mexican State regional planning policies since 1970 under each of three successive six-year governments. The author shows the growing concern over planning issues in general and problems encountered in implementing economic and administrative decentralization policies in particular. While the importance of massive amounts of private and public industrial capital is acknowledged, public powers were strained in their efforts to assure State control of forces outside the reach of its apparatus. Thus in spite of the good intentions and concrete efforts of the State in the area of regional planning, economic development still tends to polarize around a few large urban centers.

L'État et le territoire : bilan de trois sexennats de politiques urbaines et régionales au Mexique (1970-1985)

D. Hiernaux Nicolas

Depuis plusieurs années, le Mexique est plongé dans une crise économique sans précédent. En recueillir des indicateurs n'est que trop facile : on peut citer, à partir de bulletins et documents officiels divers, la baisse du produit intérieur brut (comparable en 1986 à celui de 1981, avant le « boom » pétrolier) ; une inflation qui s'accroît (125 % prévus pour 1986) ; une baisse de l'épargne interne ; plus de 1000 % de dévaluation du peso mexicain face au dollar américain. Ce ne sont là que quelques symptômes d'une économie au bord du gouffre.

Le niveau de vie de la population est un des autres thèmes centraux des analyses de conjoncture : il suffira de faire référence à la baisse du PIB par tête et de la consommation des produits de base

(blé, riz, haricot et maïs), pour se faire une idée de la situation. L'emploi, bien sûr, a suivi une tendance similaire et le chômage officiel serait de 14 % en 1986 (25 % selon les estimations officieuses).

Il faudra aussi s'interroger sur les politiques urbaines et régionales qui avaient fait les beaux jours des années du « boom » pétrolier (1978-1981). Quel a été l'impact de la crise sur l'intervention de l'État mexicain en matière d'aménagement ? Quels sont les résultats de la mise en pratique des politiques urbaines et régionales au Mexique depuis 1970 ?

Pour répondre à ces questions, il est nécessaire de passer en revue les politiques des trois derniers sexennats, après une brève présentation des tendances qui se sont manifestées de 1940 à 1970, au

cours de cette époque du développement mexicain connue comme le modèle de développement stabilisateur¹.

La formation des déséquilibres régionaux (1940-1970)

Le sexennat présidentiel du général Lázaro Cárdenas (1934-1940) marque un tournant dans l'évolution économique et territoriale du Mexique ; son gouvernement s'attacha en effet à étendre la Réforme agraire et à accroître la participation active de l'État à l'économie, qui se manifeste entre autres par l'expansion des appareils économiques de l'État et par le premier effort de planification « macro » au Mexique.

L'extension du réseau des routes et des voies ferrées, malencon-

104 treusement abandonnées depuis la dictature de Porfirio Diaz et malmenées pendant la Révolution, marque sans aucun doute une nouvelle base pour la croissance économique.

Le décollage de l'économie mexicaine est dû en partie à la seconde guerre mondiale, qui la transforma en un appendice nécessaire à l'effort de guerre des Alliés ; la semence déposée au cours des années 1942 à 1945 fructifiera au cours des années suivantes.

La croissance soutenue s'imposa, certes, avec des taux de croissance de l'ordre de 6 % par an de 1940 à 1970 ; pour l'atteindre, il a fallu développer de façon intensive les réseaux d'infrastructure : grands-routes, chemins de fer, barrages, centrales hydroélectriques, etc.

Simultanément, il a été nécessaire d'imposer des mesures protectionnistes afin de favoriser l'industrialisation interne, tout en donnant de grandes facilités au capital étranger, qui peu à peu s'imposera dans de nombreuses branches de l'industrie et dans l'agriculture et l'élevage modernes.

Au cours des trois décennies de 1940 à 1970, les politiques sociales sont reléguées au second plan, ce qui est d'autant plus faciles, que le système politique a intégré les forces sociales grâce au jeu des organismes sociaux de base. Les revendications sociales sont ainsi canalisées et désamorçées dans la plupart des cas, ou si besoin est

écrasées par la répression.

Du point de vue de l'organisation de l'espace, le nord de la République reçoit de grands appuis pour le développement d'une agriculture moderne : la construction de grands barrages et de systèmes d'irrigation (avec l'appui financier des organismes multilatéraux, dont la Banque mondiale), l'orientation des crédits agricoles et bien d'autres facteurs servent à mettre en place un secteur agricole moderne, relativement intensif en capital, et axé surtout sur l'exportation vers les États-Unis.

Dans une des premières études des schémas de localisation industrielle au Mexique, Lopez Malo (1962) fait observer que « de 1930 à 1950, l'industrie mexicaine de la transformation a suivi dans son développement un mouvement de concentration principalement vers la zone centrale et en second lieu vers la zone nord, dans lesquelles se localise plus des trois quarts de l'industrie nationale ». Postérieurement, cette situation ne fait qu'empirer : les trois grandes métropoles du pays, Mexico, Monterrey et Guadalajara, accumulent 61,64 % des revenus industriels bruts totaux ; la participation de la ville de Mexico à elle seule s'élève à 46,48 %.

Au cours de la période 1940-1970, on observe aussi une certaine industrialisation le long de la frontière avec les États-Unis et en bordure du golfe du Mexique, dans ce cas grâce au développement de la pétrochimie.

Du point de vue du rôle de l'État dans les politiques spatiales, selon Lavell et Unikel (1979), « le modèle de développement économique de cette période n'a pas pris en compte les "nécessités régionales" ni les "problèmes régionaux", sauf dans les zones de production du secteur primaire — orientées vers la satisfaction des marchés interne et externe —, qui se subordonnaient au processus d'industrialisation par substitution aux importations ». Les

actions étatiques visaient davantage la croissance que la distribution sociale du produit économique. C'est pourquoi les services urbains et industriels ont reçu d'amples subventions dans les grandes métropoles et surtout dans le District fédéral, afin que soit consolidée une infrastructure attirante pour les entreprises.

Néanmoins, il faut citer le programme des bassins hydrauliques, qui constitue un des grands moments de l'action régionale au Mexique. Cependant, les interventions des diverses commissions créées dans le cadre de ce programme (Tepalcatepec, Rio Fuerte, Balsas...), à l'exception de certains travaux de bien-être social dans leurs territoires de juridiction, se sont surtout orientées vers des programmes d'infrastructure pour la colonisation de nouvelles terres dans le cadre d'une agriculture moderne. Les programmes n'ont pas attiré beaucoup de main-d'oeuvre et n'ont pratiquement pas répondu aux besoins d'emploi des marchés locaux ; ils ont plutôt satisfait ceux du marché national, voire international. Quant aux travaux d'infrastructure, comme les grands-routes, les barrages pour la production d'électricité, etc., les évaluations qui en ont été faites démontrent que leurs bénéfices se sont généralement canalisés vers des secteurs d'activité peu enracinés dans les régions où ils s'inscrivent. (Voir à ce sujet les travaux du laboratoire 111 du CNRS.)

Il y eut aussi d'autres actions de l'État en vue d'une meilleure distribution de l'activité économique dans le territoire, comme la création de quelques zones industrielles, des règlements et des facilités fiscales promus par les pouvoirs locaux pour attirer des entreprises ; ces mesures sont restées quasiment sans effet, au vu de l'attraction des grandes villes et de leurs banlieues pour des entreprises qui y trouvaient tous les avantages sou-

haités : un vivier immédiat de main-d'œuvre bon marché, de meilleures conditions pour la reproduction de la force de travail, des appuis fiscaux, de bonnes relations inter-industrielles, du crédit auprès des institutions financières, etc.

Du point de vue des conséquences spatiales du modèle, on retrouve une accélération sans précédent du processus d'urbanisation : la population urbaine, qui représentait environ 20 % de la population totale en 1940, atteint 45 % en 1970. De plus, au cours de cette période, on observe une augmentation extraordinaire de la domination de Mexico sur le système urbain national ; alors qu'en 1940, avec ses 1,5 million d'habitants, elle ne représentait que 7,9 % de la population de la république, en 1970 sa population atteint 8,3 millions de personnes, soit 17 % du total national. On assiste aussi à la consolidation définitive de Monterrey et de Guadalajara comme métropoles à l'échelle régionale.



Le sexennat d'Echeverria : premières mesures vers la redistribution économique, sociale et territoriale (1970-1976)

Dans son discours d'entrée en fonction à la présidence de la république, le 1^{er} décembre 1970, Luis Echeverria Alvarez déclare : « il subsiste de graves déficiences et injustices qui peuvent mettre en danger nos conquêtes : l'excessive concentration des revenus et la marginalité de grands secteurs de la population, qui menacent la continuité harmonieuse de notre développe-

ment ». Il ajoute : « nous éviterons que les bénéfices de la civilisation continuent à se concentrer dans quelques zones : il est urgent de remodeler l'espace économique et de créer des pôles de croissance ».

Dès le début de son sexennat, donc, Echeverria s'inquiète des dangers de la concentration. Il faut dire que l'état dans lequel il recevait les pouvoirs et le pays était loin d'être brillant. Dans une revue de la situation du Mexique au début des années soixante-dix, Tello Macias (1979) brosse le tableau suivant : « orientée vers un marché urbain réduit, l'industrie mexicaine demanda et obtint du gouvernement le maintien des tarifs protectionnistes et des contrôles des volumes d'importation. À part le fait d'être excessifs et prolongés (quasi permanents), ils incitèrent l'entrepreneur à concevoir sa fonction dans la protection et le marché captif et non dans le risque, indépendamment du coût et de la qualité des produits. D'autre part, pour consolider de hautes marges de bénéfices pour l'industrie, on a maintenu une politique de bas prix des produits de la campagne, et de plus les salaires réels diminuèrent. Les prix des biens et services que le gouvernement fournit furent maintenus sans modification et le gouvernement, de son côté, prit à sa charge tout le coût et l'exécution des travaux d'infrastructure nécessaires. Les appuis fiscaux, les subsides et les taux préférentiels en matière de financement complétèrent le cadre qui favorisa le développement d'une industrie coûteuse, désintégrée, incapable de créer suffisamment d'emplois et utilisatrice de technologies franchement périmées ou simplement sans aucune relation avec l'existence des ressources propres du pays ».

Cette longue citation résume bien la situation économique dont hérite Echeverria au début de son sexennat. À ce panorama, il faut ajouter que les inégalités sociales

croissantes avaient rompu la paix sociale et effrité largement la légitimité de l'État. Celui-ci, après avoir réprimé les manifestations de mécontentement, pour endiguer les revendications, commence à prévoir la nécessité de modifier ses politiques pour maintenir le système social.

C'est dans ce cadre que l'on doit analyser le sexennat d'Echeverria, qui a été qualifié de recherche d'un « développement partagé ». Une des mesures importantes du sexennat est la colonisation de nouvelles zones agricoles pour créer des emplois dans le monde rural et augmenter ainsi les possibilités de revenus des paysans en évitant leur migration vers les villes.

Le gouvernement décide aussi, dès 1970, d'augmenter sa participation à l'économie, afin de s'introduire dans des branches insuffisamment couvertes ou négligées par les capitaux privés, et destinées avant tout soit à soutenir d'autres activités (cas de la sidérurgie), soit à produire des biens de base faisant défaut.

Simultanément, un effort sérieux est entrepris pour étendre les activités sociales de l'État : éducation publique, sécurité sociale, commercialisation des produits de consommation de base.

Néanmoins ces réformes, qui paraissent cohérentes comme cadre d'une nouvelle politique économique, n'ont pas donné les résultats espérés, pour diverses raisons.

— La crise de l'énergie de 1973 et la crise économique mondiale de l'époque bloquèrent les possibilités de croissance de l'économie mexicaine.

— Il aurait fallu se donner les moyens fiscaux des réformes. En ne voulant pas toucher au système fiscal existant, qui favorisait les entreprises, les grands capitaux et les groupes financiers, le gouvernement rencontra beaucoup de difficultés pour financer ses efforts de participation économique et ses

dépenses sociales croissants. Le recours à l'endettement externe augmenta donc énormément.

— L'État, comme structure administrative, n'était pas préparé pour la tâche qu'il s'était lui-même attribuée. En conséquence, de nombreux programmes furent exécutés sans planification ni même programmation élémentaire, ce qui provoqua de nombreux échecs.

Quant aux politiques spatiales, nous énumérerons les mesures suivantes, en nous inspirant des travaux de Lavell, Pirez et Unikel.

— Publication le 7 janvier 1974 d'une nouvelle « loi générale de la population » qui prend en compte de façon explicite la nécessité d'une meilleure distribution de la population dans le territoire.

— Création, entre 1971 et 1973, de plusieurs institutions à fonctions régionales : Comision Nacional de Zonas Aridas (1970) ; Programa de Desarrollo Economico Fronterizo (1971) ; Comisiones Coordinadoras para el Desarrollo Integral del Istmo de Tehuantepec (1972) y de la Península de Baja California (1973), Comités Promotores del Desarrollo Economico y Social (COPRODES) dans les divers États de la République.

— Création, en 1975, de la Comision Nacional de Desarrollo Regional, qui réunit les principaux ministères pour l'analyse des problèmes régionaux.

— Publication d'une régionalisation officielle du pays.

— Intégration, en 1974, d'un groupe

conseiller des Nations Unies au ministère de la Présidence pour appuyer les études urbaines et régionales.

— Décrets de décentralisation industrielle de novembre 1971 et de juillet 1972, qui donnent des facilités fiscales et autres aux industries, incitations variables selon que les régions sont « saturées » ou non.

— Programme des villes industrielles, qui permet de construire 45 zones industrielles aux abords de villes secondaires.

— Participation active des instances gouvernementales aux travaux de la conférence de l'ONU sur l'habitat, à Vancouver, en 1976.

— Publication de la « Loi des établissements humains ».

Il semblerait à première vue que ces mesures aient été importantes ; néanmoins on peut affirmer que la composante territoriale-urbaine de l'action du gouvernement, de 1970 à 1976, a servi de base à ce qui a été fait par la suite et a permis de rendre temporairement une certaine légitimité sociale et politique à l'État, plutôt que de produire une véritable modification des règles du jeu territorial.

Plusieurs arguments appuient cette hypothèse :

— Tout d'abord, l'État, dont la légitimité est sortie très affaiblie de l'époque du développement stabilisateur, a dû chercher des points d'ancrage à une nouvelle légitimité qui ne remettent pas en cause les fondements du système : la redistribution des revenus aurait été un thème gênant. Par contre, le « territoire », dans toute son abstraction, peut être utilisé comme outil idéologique, ce qui fut fait. Redistribuer l'activité économique, réorienter les migrations de population, créer de nouveaux pôles de croissance furent des thèmes fréquemment utilisés dans le discours officiel.

— La diminution progressive du taux de croissance du PIB, de 1970 à 1976, fut le symptôme d'une stagnation de l'activité économique :

dans un cadre de référence de crise, tout paraît indiquer que les activités existantes n'ont pas eu les moyens d'une relocalisation et qu'il n'y aura pas de nouvelles activités pour jouer le rôle de moteur régional.

— Les décrets de décentralisation industrielle ne peuvent que rester lettre morte à partir du moment où les tarifs des services fournis par le gouvernement (eau, électricité, etc.) continuent à favoriser la localisation des entreprises dans leur milieu traditionnel, les grandes villes.

— Les programmes de zones industrielles furent avant tout localisés autour de villes qui manquaient d'espaces industriels aménagés et n'ont donc servi qu'à concentrer spatialement (dans de meilleures conditions matérielles de production, il est vrai) des activités qui allaient être ou étaient déjà installées dans ces villes.

— Comme toute l'activité du sexennat, les programmes à caractère spatial se développent dans une grande fébrilité mais sans coordination ni programmation.

— Finalement, il est important de mettre en valeur un fait essentiel qui ne manquera pas d'influencer le sexennat suivant : il s'agit du glissement progressif d'un point de vue régional et urbain à une position urbaine. Plusieurs facteurs doivent être signalés ; en 1976 apparaît la « Loi générale des établissements humains » (voir Secretaria (...), 1976). Elle joue un rôle très important car elle établit, dès 1976, le système de planification urbaine, du Plan national aux plans municipaux, qui devra être suivi par la suite (article 4). Son second chapitre stipule que chaque niveau de pouvoir (fédération, États et municipalités) a la responsabilité d'élaborer les plans qui lui correspondent, de publier les lois et décrets nécessaires et de se charger de l'exécution des directives du plan. Il s'agit d'une loi sur les établissements humains, non sur le développement urbain

et moins encore sur l'aménagement du territoire. En fait, ce n'est qu'un ensemble de dispositions qui indiquent aux pouvoirs publics qu'ils ont l'obligation, à leur niveau territorial respectif de compétence, de formuler et de mettre en marche les mécanismes de planification urbaine.

La terminologie est sans aucun doute celle des Nations Unies, mais il ne faut pas oublier non plus le rôle qu'avait pu jouer la Banque mondiale dans sa diffusion, car ses points de vue sont essentiellement urbains et se refusent à prendre en compte l'aménagement du territoire.

Alors que le groupe conseiller des Nations Unies (Grupo Asesor (...), 1976) avait publié un document indicatif concernant des politiques économiques régionales et en conséquence des propositions d'aménagement du territoire, le ministère de la Présidence reprend les propositions à son compte, les vide de leur contenu économique et d'aménagement et publie, juste avant le changement de sexennat, le brouillon du futur « Plan Nacional de Desarrollo Urbano ».

Pourquoi avoir évacué ainsi les contenus régionaux et d'aménagement des actions antérieures ? Il semble que l'un des motifs essentiels soit le refus de mettre en évidence la responsabilité des politiques économiques publiques et privées qui sont à la base des tendances aux déséquilibres interrégionaux. Alors que l'État cherchait une nouvelle légitimité, il ne s'agissait pas de signaler les responsables de ces déséquilibres. Le rôle des institutions internationales n'est sans doute pas non plus à négliger. Finalement, il y avait dans l'équipe gouvernementale d'Echeverría l'idée que l'avenir de l'économie mexicaine se trouvait dans les grandes villes et non dans un développement régional que l'on pourrait qualifier d'équilibré. Déconcentration certes, mais en développant de nouveaux « pôles » de grandes dimensions,

où se recréeraient des économies d'échelle semblables à celles des villes importantes, sans qu'on en arrive aux seuils d'inefficacité des grandes métropoles actuelles, surtout Mexico.



Le sexennat de Lopez Portillo : vision urbaine de l'État mexicain (1976-1982)

Le gouvernement de José Lopez Portillo démarra sous les auspices d'une sérieuse crise économique, doublée d'un manque total de légitimité du système politique. Dès le premier mois de son administration, le nouveau président démontra qu'il entendait réformer les structures de l'État afin d'éviter « l'anarchie » de l'époque antérieure. Il s'agissait maintenant d'évaluer les actions du gouvernement d'après trois paramètres : « eficacia, eficiencia, congruencia » (efficacité, efficience, intégration).

Trois décrets furent émis : la « Loi sur le budget, la comptabilité et les dépenses publiques » (31 décembre 1976), la « Loi générale sur la dette publique » (31 décembre 1976) et la « Loi organique de l'administration publique fédérale » (29 décembre 1976). Les deux premières visaient à confier au ministère des Finances (Hacienda y Crédito Público : SHCP) et au ministère du Plan et du Budget (Programación y Presupuesto : SPP) les fonctions de contrôle de l'activité économique de l'État. Ces deux ministères étaient d'ailleurs restructurés par la troisième loi, qui opérait une profonde

réforme de l'administration publique.

En effet, sous l'administration d'Echeverría, un grand nombre d'organismes publics avaient été créés et ne rendaient de comptes qu'au plus haut niveau : Présidence et Finances. Néanmoins, il était clair que les fonctions générales de ces institutions auraient pu se rattacher à de grands « blocs » (comme l'agriculture, les transports, etc.).

L'idée centrale de la réforme administrative ainsi proposée est donc simple : il s'agit de la mise « en tutelle des institutions publiques par des secteurs ». Ces secteurs se composent d'un ministère (composante centralisée) et d'un secteur paraétatique intégré par des institutions semi-autonomes que le ministre contrôle directement par l'intermédiaire des directions d'appui. Dans ce schéma les budgets des institutions sont d'abord autorisés par leur « tête de secteur » (c'est-à-dire le ministre), qui les soumet à son tour au SPP et au SHCP.

Cet effort d'organisation est complété par une refonte des institutions : un grand nombre de fidéicomis et d'autres organismes sont supprimés et leurs fonctions passées à d'autres. Pour ce qui est des institutions urbaines, la restructuration est importante et on adjoint à l'ancien ministère des Établissements humains et des Travaux publics (SOP) une ligne d'intervention sur les établissements humains, le transformant ainsi en ministère des Établissements humains et des Travaux publics (Asentamientos Humanos y Obras Públicas : SAHOP). Cela entraîne, pour les politiques régionales et urbaines, des changements qui méritent une analyse.

Du point de vue de la gestion économique, Lopez Portillo propose une « Alianza para la Producción » qui vise à concilier les intérêts des entreprises privées avec ceux de l'État et des couches populaires, dont les besoins en produits de base sont pressants. Au début du sexen-

nat, on note un certain regain de légitimité du pouvoir du fait des promesses du gouvernement, qui garantissent au secteur privé des conditions plus favorables pour la production.

Pour financer le déficit de la balance courante des paiements, le Mexique signe dès août 1976 avec le Fonds monétaire international (FMI) un accord qui est reconduit en décembre par Lopez Portillo.

L'accord prévoit évidemment un ensemble de mesures économiques de redressement, dont la réduction des budgets publics, l'absence de contrôle des changes, la limitation des salaires, un contrôle temporaire des prix et l'octroi de plus grandes facilités aux capitaux étrangers et privés en vue de réduire progressivement le rôle de l'État dans l'économie.

Malgré un remboursement anticipé du prêt en 1977, grâce aux revenus de l'exportation de pétrole brut, les mesures sont maintenues pendant les premières années du sexennat, ce qui provoque d'ailleurs la démission, en novembre 1977, de Carlos Tello Macias (ministre du SPP) et celle de Julio Rodolfo Moctezuma Cid, à la suite du désaccord entre ces deux ministères à propos de l'orientation à donner à la politique économique.

Début 1978, il semble que le pays soit sorti de la crise. Néanmoins, de graves problèmes commencent à se faire sentir.

— La croissance du PIB est forte-

ment dépendante de la conjoncture pétrolière. Une situation similaire s'observe dans la composition de la dette et la balance des paiements. De nombreux économistes commencent dès lors à critiquer la « pétrolisation » du Mexique.

— Le taux d'inflation va croissant, en raison de l'augmentation de la demande de biens de consommation (vu les retombées en revenus) et de biens intermédiaires et de capitaux (vu la croissance de la production), qui ne peut pas être satisfaite par la structure industrielle nationale.

— Les importations grimpent dans des secteurs clés dont la capacité n'a pas été augmentée à temps (sidérurgie, ciment, aluminium, etc.); les importations de produits agricoles sont massives.

— Les tensions sociales dues à la pression sur les salaires sont vives : le gouvernement se voit obligé d'augmenter les salaires pour compenser partiellement la perte de pouvoir d'achat des travailleurs et éviter des grèves qui paralysent la production.

— D'autres problèmes se posent comme l'insuffisance des systèmes de transport, la manque de formation professionnelle de la main-d'oeuvre, etc.

En ce qui concerne les revenus de l'État, il est évident que le pétrole acquiert une place croissante comme source de financement des dépenses publiques. Cependant, « le début du sexennat est marqué par une forte progression des impôts directs et d'abord de l'impôt sur le revenu des entreprises et des personnes » (Revel-Mouroz, 1980 : 86). Cela marque donc une certaine réforme comparativement au sexennat antérieur, mais on est encore loin d'une réforme fiscale totale.

L'euphorie pétrolière ne dure qu'un temps, car la conjoncture pétrolière mondiale de 1981 provoque la chute du cours du pétrole brut sur le marché mondial. Le

pétrole, « pivot du développement » (comme le souligne la phraséologie officielle) devient un produit de vente limitée car les pays consommateurs développés (et surtout les USA) décident de renforcer leurs réserves stratégiques puis de restreindre la demande afin de diminuer la force des pays producteurs.

La dépendance pétrolière, que le gouvernement avait toujours niée, apparaît clairement dans l'économie mexicaine. Du coup c'est tout le système qui s'en ressent, et s'en suit une accumulation sans précédent de la dette extérieure à court terme, de sérieuses difficultés pour les industries qui avaient misé sur une croissance exponentielle et ininterrompue, une diminution de l'emploi et des coupures radicales dans le budget du gouvernement, en 1982, en raison du manque de réserves monétaires.

Finalement, le peso est dévalué en février et en août, ce qui provoque une contraction très sensible de la production industrielle. La fuite des capitaux au cours de 1982 crée de sérieux problèmes et la dette extérieure dépasse les 80 milliards de dollars.

Au cours de son dernier rapport à la nation, le 1^{er} septembre 1982, le Président annonce la nationalisation de la Banque, ce qui lui vaut l'appui des milieux intellectuels de gauche et d'une bonne partie des secteurs populaires. Néanmoins les classes moyennes, la bourgeoisie et les milieux financiers étrangers s'indignent de la mesure. Carlos Tello Macias, appelé par Lopez Portillo pour diriger la Banque nationale du Mexique, est considéré par la presse internationale comme un « communiste infiltré ». C'est dans cette situation de chaos financier, de crise économique et sociale et d'absence quasi totale de légitimité politique que José Lopez Portillo passe finalement les pouvoirs à Miguel de la Madrid Hurtado, le 1^{er} décembre 1982.

Avant d'examiner les mesures

spatiales, il faut signaler que le gouvernement, qui avait misé sur la sectorialisation de l'activité publique, fait marche arrière sur un certain nombre de questions clés.

— Le pétrole : en théorie, PEMEX dépendait de la Secretaria de Patrimonio y Fomento Industrial (SEPAFIN). Dans la pratique les décisions étaient prises par le Président et le directeur général de PEMEX.

— Le SAM (Système alimentaire mexicain) est créé en 1979 pour appuyer la production des zones d'agriculture saisonnières. Ses objectifs plus précis sont l'augmentation de la production des cultures de base (maïs, haricots, blé, etc.) pour contrer les importations et garantir l'alimentation (comme minimum de bien-être) et le maintien des paysans dans les zones rurales pour éviter les migrations et les problèmes sociaux.

— La COPLAMAR (Comision de Zonas Marginadas) est une institution nouvelle créée en 1978 dans le but de promouvoir l'accès des masses rurales marginalisées au minimum de bien-être en matière de santé, d'éducation, d'alimentation et de logement.

— Le programme des ports industriels a pour objet de coordonner les travaux de création de plusieurs bases industrielles maritimes appuyées par des infrastructures de ports, qui serviraient de plateformes d'exportations industrielles, de lieux de concentration d'industries de base à marché national, et de pôles d'attraction de la population.

Ces quatre lignes d'action qui sont essentielles durant le sexennat de Lopez Portillo dépendent directement de celui-ci sans être soumises à une coordination sectorielle. Cela démontre non seulement le centralisme du pouvoir sur les questions clés, mais aussi le peu de confiance accordé aux mécanismes sectoriels et le manque de concertation entre eux. Les fonc-

tions auraient dû, d'ailleurs, être à la charge du SPP, étant donné la nouvelle structure administrative mise en place.

Venons-en finalement à l'un des grands thèmes du sexennat de José Lopez Portillo : la planification. Depuis le premier plan sexennal de l'époque de Cardenas, la planification comme technique de gestion n'est pas fortement développée au Mexique ; cela doit être mis en parallèle avec l'appui accordé à la libre entreprise de 1940 à 1970. À partir de 1970, en raison des complications économiques nationales et internationales, l'État intervient plus intensément dans l'économie et doit de ce fait consolider ses mécanismes de gestion. Durant le sexennat d'Echeverria, l'orientation est donnée, mais l'image générale finale est surtout celle de l'improvisation.

Quand Lopez Portillo entreprend la réforme administrative, fin 1976, il ne crée pas d'organisme central de planification. Chaque secteur commence donc à définir sa propre planification. C'est ainsi qu'au cours des premières années du sexennat on voit apparaître le Plan national de développement urbain (1978), le Plan national de développement industriel (1979), celui du tourisme, de la pêche, etc. Néanmoins, l'intégration intersectorielle n'est pas garantie par un plan recteur de l'économie.

Ce n'est qu'en 1980 qu'apparaît le Plan global de développement, considéré par le gouvernement comme « le plan des plans ». C'est avant tout un document de synthèse des autres plans, mais l'intégration des détails des politiques n'y est pas apparente. D'ailleurs, des intérêts très contradictoires ne sont pas mentionnés : par exemple, l'accent mis sur la région centrale par le Plan de tourisme et la volonté de freiner sa croissance qui apparaît dans le Plan national de développement urbain (PNDU).

José Luis Cecena (1979 : 10)

écrit à ce propos : « au Mexique on a travaillé exactement à l'envers : d'abord (1977-1978) nous avons fait ce qu'ils (les fonctionnaires) appellent la seconde partie, la sectorielle, du "programme d'action du secteur public" et après, ce qu'ils identifient comme la première partie, le Programme national, connu maintenant comme le "Plan global de développement" 1980-1982 (qui n'est pas à long terme), avec pour circonstance aggravante des plans sectoriels faits indépendamment les uns des autres et, logiquement, non basés sur des indications générales ».

Outre ces défauts, la revue des plans laisse entrevoir qu'il s'agit avant tout de déclarations d'intentions où l'on stipule des objectifs relativement flous ou peu soutenus par des diagnostics valables, sans définir de moyens concrets qui permettraient d'atteindre ces objectifs.

En matière de politiques spatiales, il semble que l'administration de Lopez Portillo soit le résultat et la continuation de transformations que nous avons vu apparaître dès la seconde moitié du sexennat d'Echeverria.

Nous avons signalé auparavant que la réforme administrative a touché tout particulièrement le thème des établissements humains, en créant la « Secretaria de Asentamientos Humanos y Obras Publicas ». Cela ne s'est pas fait sans faux pas ; dans un premier temps quatre sous-secrétariats ont été créés : des travaux publics, des travaux urbains, des établissements humains et de l'aménagement du territoire. Tout semble indiquer qu'il s'est agi d'une action peu réfléchie, due surtout aux pressions du groupe politique de Hank Gonzalez (ex-gouverneur de l'État de Mexico, et régent du District fédéral de 1977 à 1982). M. Pedro Ramirez Vazquez, architecte urbaniste d'un certain renom international, est nommé ministre, et Gregorio Valner, sous-secrétaire pour les Éta-

110

blissements humains. Gonzalo Martinez Corvala, libéral, cardéniste, ex-ambassadeur du Mexique au Chili, est nommé au sous-secrétariat à l'aménagement. Si la nomination de Valner est liée à sa participation à la campagne de Lopez Portillo en relation avec les Établissements humains, celle de Ramirez Vazquez, qui recherchait le ministère de l'Éducation, ne se comprend que par son prestige comme urbaniste. Quant à Martinez Corvala, sa nomination n'est pas claire (elle est peut-être due à l'influence des groupes cardénistes libéraux).

Quelques mois plus tard (février 1977), le poste de sous-secrétaire à l'aménagement du territoire disparaît, car selon certains fonctionnaires du SAHOP et du SPP il ferait double emploi avec celui des Établissements humains et certaines fonctions de la « Dirección de Programación Regional » du SPP où avaient trouvé refuge les conseillers des Nations Unies.

Il semble qu'il s'agisse avant tout de l'élimination du concept d'« aménagement » pour celui, plus flou et moins compromettant, d'« établissement humains » ; mais peut-être cette mesure a-t-elle pour but d'éliminer du gouvernement un homme considéré comme de gauche.

En mettant à profit les brouillons du sexennat antérieur, les fonctionnaires du SAHOP chargés de la planification territoriale, qui pour la plupart avaient fait leurs preuves au Secrétariat de la Présidence, éla-

borent une première version du « Plan national de développement urbain » en 1977 (SAHOP, 1977 : 1006). À notre avis, il est erroné d'affirmer que c'est un véritable plan pour l'aménagement du territoire (Revel-Mouroz, 1980 : 102). En fait ce n'est qu'un ensemble de propositions visant à la redistribution de la population et des activités économiques sur le territoire mexicain. Ni dans cette première version, ni dans la définitive adoptée en 1978 n'apparaissent des stratégies régionales liées entre autres à l'essor de l'activité pétrolière ou à l'appui promis au programme des ports industriels.

En fait il est courant d'entendre dire aux fonctionnaires : « c'est un plan urbain qui donne des directives et impose des objectifs. Les autres secteurs doivent s'y plier ». C'est cet « oubli » du rôle des autres secteurs qui oblige Lopez Portillo à refuser la première version du PNDU et force sa révision conjointe par tous les ministères avant son adoption finale, en 1978.

Malgré l'introduction des commentaires des autres secteurs le plan ne s'est pas amélioré quant à son argumentation économique. L'image du « Mexique », comme la qualifient les fonctionnaires du PNDU, correspond davantage à un désir qu'à une réalité. En effet, malgré un contrôle croissant de l'économie par l'État, celui-ci se refuse à limiter la liberté de circulation des biens et des personnes qui est garantie par la Constitution. À ce propos, on a signalé que « la liberté de mouvement du capital, qui se concentre où ses bénéfices sont les plus élevés, est justement le facteur qui oblige la population à se déplacer » (Gutiérrez Haces, 1978 : 19). Ce que l'État refuse donc, sous couvert du respect de la Constitution, c'est d'intervenir de façon décisive dans l'aménagement du territoire. Peut-être est-ce aussi pour cela que la direction du SPP chargée des ques-

tions régionales est une instance de programmation et non de planification ?

Tout au long du sexennat et à partir de la publication du PNDU, l'activité planificatrice du SAHOP est fébrile : c'est ainsi que l'on publie les plans de développement urbain de tous les États de la République et des dix régions prioritaires, des zones de conurbation, des municipalités et de quelques centres urbains.

On perçoit déjà une contradiction : la Loi des établissements humains indique que les États et les municipalités doivent formuler leurs propres plans. Néanmoins, ceux-ci sont réalisés par le SAHOP, avec peu de concertation. Selon le SAHOP sa participation serait un appui aux États et aux municipalités qui n'ont pas la capacité technique et économique de réaliser leurs propres plans. Mais l'intervention directe du SAHOP a d'autres objectifs.

— Éviter que les pouvoirs locaux ne découvrent et ne combattent des mesures qui ne les favorisent pas (par exemple les municipalités non prioritaires).

— Garantir une intégration entre les divers niveaux de planification.

— Maintenir en permanence une activité qui puisse justifier l'existence du sous-secrétariat aux Établissements humains, très critiqué par les autres ministères et même par les institutions décentralisées du secteur.

On ne peut cependant nier qu'un grand effort de planification ait été fait, et qu'au vu des mécanismes et des circonstances qui ont entouré son déploiement, une certaine cohérence entre les divers intervenants est notable.

Néanmoins les activités de planification du sexennat présentent de grands défauts.

— De graves erreurs méthodologiques dues à l'absence de véritables spécialistes de l'aménagement et de la planification.

— Le manque de concertation entre les pouvoirs locaux et les groupes de pression, ce qui fait que même si certains plans sont officialisés ils ne sont pas pris en compte dans la pratique.

— L'absence de prise en considération réelle de la dynamique des autres secteurs. En effet, les plans possèdent tous un niveau de « correspondance sectorielle » où l'on indique ce que les autres secteurs doivent faire (par exemple construire des écoles), sans pour autant que l'on ait les instruments juridiques pour les y obliger (les plans doivent être mis à exécution par le SAHOP, qui n'a pas de pouvoir impératif sur les autres secteurs).

— Le manque de fondement économique des plans.

Outre les plans « urbains », le SAHOP a réalisé de nombreux autres plans, comme le « Programme national de logement » (SAHOP, 1978), les plans écologiques et de nombreux programmes qui correspondent aux sous-secteurs du SAHOP.

On trouve là, encore une fois, un manque total de fondement et une insistance sur les aspects formels (définition d'objectifs, de politiques, etc.), et non pas sur les moyens de mise en oeuvre des plans.

Il est clair qu'il y a eu, au sein du SAHOP, une véritable césure entre le sous-secrétariat aux Établissements humains et ceux qui étaient liés aux travaux publics et urbains, dont les responsables ont toujours dédaigné la partie urbaine, et ont maintenu leurs systèmes traditionnels d'allocation des budgets sans prendre en compte la « planification » du groupe Valner.

Plus grave encore est le manque de prise en considération des instruments de la planification et surtout de l'urbanisme. S'il y a peu de planificateurs urbains au Mexique, il y a moins encore de véritables administrateurs urbains.

Six ans de travaux sur les éta-

blissements humains n'ont pas réussi à déboucher sur un véritable système d'administration urbaine, et la plupart des villes n'ont aucun instrument sur lequel s'appuyer : les systèmes de cadastres, de permis de construire, de règlements urbains et de construction, etc. font cruellement défaut dans un pays où les plans, par contre, se comptent par milliers.

Qu'est-il advenu des questions régionales, qui avaient encore une certaine place en 1975-1976 ? La fonction régionale placée dans les attributions du SPP par la Réforme administrative n'a pas prospéré. La Réforme de 1976 et les mesures de réorganisation de 1977 frappèrent d'ailleurs les quelques institutions régionales, et c'est ainsi que furent supprimées la « Comisión del Rio Balsas » et « Comisión Coordinadora del Istmo de Tehuantepec », entre autres. Non seulement l'intérêt pour les questions régionales fut-il étouffé, mais aussi les quelques instruments d'exécution des programmes qui existaient dans cette ligne furent abolis.

Finalement, il convient de se demander si les politiques urbaines ont vraiment été modifiées. Il est certain qu'en matière de logement par exemple il y a eu une meilleure répartition spatiale des programmes. Prenons le cas de l'INFONAVIT (Instituto del Fondo Nacional de la Vivienda para los Trabajadores). De 1972, année de sa création, à 1975, 38,24 % de sa production de logements était destinée à l'aire métropolitaine de la ville de Mexico (selon Gaza et Schteingart, 1978 : 185, tableau 67). Or, en 1981, cette zone reçut seulement quelque 20 % des actions de cet organisme (d'après SAHOP, 1982 : 36, tableau 18). Cela veut dire que malgré le fait que l'INFONAVIT ne soit pas rattaché au SAHOP, il y a eu une certaine incidence des stratégies de ce dernier quant à une meilleure distribution régionale des programmes de logement.

Sans aucun doute, certaines zones du pays, surtout les États pétroliers comme le Tabasco, ont reçu l'impact de grands contingents d'émigrants. Cela peut être interprété de deux façons : une intensification de l'immigration rurale vu la détérioration des conditions de production et de vie, et simultanément une certaine diminution de l'attraction des grandes villes (encore que ce facteur doive être prouvé par les chiffres).

Mais peut-on penser qu'il y a vraiment eu un redéploiement des forces productives dans le territoire ? Il n'y a pas suffisamment de preuves pour soutenir cette hypothèse. Il est certain qu'il y a une amorce d'un phénomène de ce genre, et que l'action de l'État a servi à le mettre en évidence et peut-être (encore que très faiblement) à l'orienter. À l'avenir, la tendance à la relocalisation sera due davantage à l'autorégulation du système urbain qu'à un processus volontaire de l'État.

Cela n'élimine évidemment pas le rôle de catalyseur et de planificateur de l'État, mais oblige à penser au rôle des forces économiques nationales et internationales qui semblent être, finalement, les éléments décisifs de l'organisation de l'espace.



Crises et régions : vers une nouvelle stratégie de l'État mexicain

La planification, sur laquelle l'accent a été mis pendant les deux sexennats passés, est devenue un

112 thème central dans l'administration publique à partir de la prise de pouvoir de M. Miguel de la Madrid, le 1^{er} décembre 1982. Dès le 3 janvier 1983, la Loi de planification instaure un système de « planification descendante » intitulé le « Système national de planification démocratique », selon lequel la Fédération détermine les grandes lignes de ses politiques et stratégies par le biais d'un plan national de développement qui est suivi par des programmes sectoriels. Il y aura aussi des plans de type régional et des plans adoptés par chaque État, qui reprendront les lignes de force des niveaux supérieurs de planification et les intégreront dans une nouvelle dimension territoriale plus réduite.

Le Plan national de développement 1983-1988 a été présenté en mai 1983 et reste sans doute le document le plus important qui reflète les intentions initiales du gouvernement en matière spatiale. Dans la seconde partie du Plan, on retrouve les « instruments de la stratégie » où les questions de type urbain et régional sont traitées.

Les instruments de la stratégie sont présentés en quatre chapitres : la politique économique générale, l'ensemble des politiques sectorielles, la politique sociale et, finalement, la politique régionale. Curieusement, la composante développement urbain et logement est vue sous l'angle des services au logement. En bref, on la ramène à des minima de bien-être, point de vue

sous-jacent dans le discours officiel du sexennat passé qui finit par être totalement intériorisé par le gouvernement actuel. Les mécanismes économiques qui sous-tendent la logique actuelle du développement urbain et de l'accès au logement sont soigneusement passés sous silence.

Cette situation est davantage flagrante dans la politique régionale : l'objectif qui la guide est « la décentralisation de la vie nationale, qui a surgi comme une demande vigoureuse du peuple mexicain dans l'ensemble du territoire national » (Poder Ejecutivo : 51). On y reconnaît le caractère politique de la décentralisation en affirmant que celle-ci oblige à une redistribution géographique plus équitable. Néanmoins, dans le plan n'apparaît pas l'usage qui pourrait être fait des instruments économiques dont dispose l'État afin de promouvoir ce développement régional. De ce fait, les propositions qui sont faites dans le plan national se limitent à répéter des objectifs pas trop neufs dans le discours politique : améliorer le ravitaillement du nord du pays, rationaliser la croissance urbaine des villes qui sont sous le coup du « boom » pétrolier, limiter la croissance de la ville de Mexico, etc. En fait, la politique régionale du PND apparaît avant tout comme la reprise des déclarations d'intentions qui ont été faite depuis plusieurs sexennats.

Il faudrait peut-être s'attendre à ce que les plans régionaux reprennent à leur compte cette nécessité d'un aménagement réel du territoire. Quand on passe en revue les documents produits pour le Sud-Est, la Mer de Cortès, la zone métropolitaine de la ville de Mexico et la zone frontière nord, il apparaît que le « déclin » n'est pas réalisé non plus à ce niveau. On en reste encore une fois à un cloisonnement de politiques partielles où l'espace apparaît davantage comme un élément à part et non pas comme le support des activités de la société et

de l'économie. Les plans des États (Colima, Jalisco, Guerrero et autres) obéissent à une structure identique.

En ce qui a trait à la structure administrative de la Fédération, le gouvernement de Miguel de la Madrid a réalisé des changements assez substantiels : dès décembre 1982, l'ancien SAHOP a disparu pour céder la place au ministère du Développement urbain et de l'Écologie, qui se charge de ces deux questions et du logement. La fonction de construire des voies de communication est passée au ministère des Communications et Transports.

Le SEDUE maintient cependant son intervention dans les chantiers d'eau potable et dans l'assainissement. Mais il est clair que la fonction embryonnaire d'aménagement qui se trouvait dans le SAHOP a disparu pour donner naissance à l'objectif d'amélioration du minimum de bien-être que nous avons souligné.

Quant à l'analyse régionale, elle se retrouve, au début du sexennat, au SPP, qui cette fois a explicitement un sous-secrétariat à la planification régionale. C'est ce dernier qui est chargé du contrôle de la formulation des plans des régions que chaque secteur de l'administration publique fédérale prépare partiellement dans sa sphère de compétence.

C'est sans doute à l'échelle municipale que le gouvernement a réalisé les efforts les plus importants de décentralisation, par le biais de réformes constitutionnelles et fiscales. Une volonté de permettre à la municipalité de participer davantage à la gestion publique se manifeste.

Toutefois, les effets combinés de la crise économique et des tremblements de terre de septembre 1985 ont modifié substantiellement le schéma initial.

En premier lieu, le sous-secrétariat à la planification régionale du SPP a été éliminé car son titulaire a été nommé ministre du SEDUE. La question régionale a

reflué vers la simple définition de projets d'investissements dans les États, sans que l'on s'interroge quant à leur capacité réelle d'induire un développement régional.

Il a été démontré aussi que les nouveaux mécanismes administratifs, dont le CUD (Accord unique de coordination entre la Fédération et chaque État), les centres d'études municipales et autres projets définis dans le cadre de la nouvelle politique régionale, sont avant tout des mécanismes de réorganisation des systèmes de contrôle du centre (pouvoir fédéral) sur les espaces périphériques.

Cependant, il est clair que les séismes ont recentré l'attention sur la ville de Mexico : sa « refonctionnalisation » est demandée par les planificateurs, mais le manque de fonds privés et publics limite la possibilité d'exécuter les dépenses nécessaires pour améliorer les voies et systèmes de transport, créer des centres secondaires d'activité et améliorer le centre historique ou le logement populaire par exemple.

Finalement, la crise et la reconversion industrielle renforcent le rôle que jouent les grands capitaux dans l'aménagement. Des décisions telles que la fermeture de grosses unités de production (la sidérurgie de Monterrey) et l'installation de IBM ou de Hewlett Packard à Guadalajara, seconde métropole du pays, sont finalement plus importantes que l'ensemble des politiques et des mesures tièdes prises jusqu'à présent par l'administration mexicaine.

Conclusion

Au cours des trois derniers sexennats, le gouvernement mexicain a proposé un grand nombre de plans et de mesures qui ont visé un aménagement du territoire plus « rationnel » face aux déséquilibres croissants entre les régions du pays.

Un système plus ou moins cohérent de planification a été mis en place par à-coups, mais les résultats sont plus complexes à analy-

ser : il est loin d'être évident que les plans et les programmes aient atteint leurs objectifs.

Face à la crise des dernières années, il semble que l'État perde de son influence dans l'aménagement, sauf peut-être pour ce qui a trait aux grandes branches qu'il contrôle (dont le pétrole, l'acier pour une bonne part, les engrais, etc.).

La reconversion annoncée passera-t-elle par une décentralisation et un rééquilibrage des fonctions économiques dans le territoire, ou au contraire va-t-on assister à une nouvelle poussée de la centralité vers les centres recteurs traditionnels du pouvoir ?

Daniel Hiernaux Nicolas
Chercheur titulaire
Université autonome métropolitaine
de Mexico (Xochimilco)
Centre national de la
recherche scientifique
Laboratoire 111 (Paris)

NOTE

¹ Cet article reprend partiellement un chapitre de la thèse de doctorat de l'auteur (Hiernaux Nicolas, 1984).

Bibliographie

- CECENA CERVANTES, Jose Luis. 1979. « Mexico : Planificación Económica al Revés, 1977-1982 », revue *Proceso*, 16 avril. Repris dans *Proceso : Planes sin Planificación*. Mexico, Édition de la Revue, 1980.
- GARZA, Gustavo et Martha SCHTEINGART. 1978. *La Accion Habitacional del Estado en Mexico*. Mexico, Édition du Colegio de Mexico.
- Grupo Asesor Naciones Unidas. Secretaria de la Presidencia. 1976. *Lineamientos de Política Económica Regional. Desarrollo Urbano y Regional de Mexico*. Mexico, Publications de la SP.
- GUTIERREZ HACES, Maria Teresa. 1978. « La Ideología del Gobierno Mexicano en Materia de Asentamientos Humanos », *Problemas del Desarrollo*, n° 34, Mexico (revue de l'Institut de recherches économiques de l'UNAM).
- HIERNAUX NICOLAS, Daniel. 1984. *Políticas de desarrollo et gestion de l'espace dans le port industriel de Lazaro Cardenas, Mexique*. Institut des hautes études de l'Amérique latine, Paris III, décembre.
- LAVELL, Alan et Luis UNIKEL. 1979. *El Desarrollo urbano de Mexico*. UNAM.
- LOPEZ MALO, Antonio. 1962. *La Localización industrial en Mexico*. UNAM.
- Poder Ejecutivo Federal. S.d. *Plan Nacional de Desarrollo 1983-1988. Resumen*. 58 pages.
- REVEL-MOUROZ, Jean. 1980. « La politique économique mexicaine 1976-1980 », dans *Problèmes d'Amérique latine*. « La Documentation française », n° 4579-4580, 28 juillet.
- SAHOP. 1977. *Plan Nacional de Desarrollo Urbano*. Mexico, Édition du SAHOP, 14 volumes.
- SAHOP. 1978. *Programa Nacional de Vivienda*. Mexico, Édition du SAHOP, 570 pages.
- SAHOP. 1982. *Desarrollo Urbano, Programa Nacional de Vivienda, Avance e Instrumentos Generados*. Mexico, Édition du SAHOP.
- Secretaria de la Presidencia. 1976. *Memoria de Vancouver*. Mexico, Publication du SP (contient entre autres documents la Loi générale des établissements humains).
- TELLO MACIAS, Carlos. 1979. *La Política Económica en Mexico 1970-1976*. Mexico, Édition Siglo XXI.